

« Dix jours qui ébranlèrent le monde »

Les Editions Sociales viennent de republier le livre de John Reed, le révolutionnaire américain qui vécut les grandes journées de la Révolution d'Octobre et qui écrivit un livre à la gloire de celles-ci.

Ce livre a eu son histoire, parallèle à celle de l'U.R.S.S. Le stalinisme commença par le mettre à l'arrière-plan. En 1931 ou 1932 parut une édition passablement mutilée. Mais c'était encore trop pour Staline, qui n'y figurait que deux ou trois fois incidemment, tandis que peu de pages se passaient sans qu'il y fut question de Lenine et Trotsky, dont les deux noms étaient associés. Aussi, depuis un quart de siècle, ce livre était-il interdit en U.R.S.S.

Après le 20^e Congrès, quand il fut avoué que l'histoire de la Révolution, de l'Etat et du Parti avait été truquée, notamment dans la célèbre « Histoire du P.C. (b) », il fallut bien donner quelque chose à la place aux Soviétiques et aux communistes dans le monde.

Et ainsi les post-staliniens durent se rabattre sur le livre de John Reed qui était resté dans bien des mémoires. L'édition française des Editions Sociales est la reproduction de l'édition soviétique de 1957. Le livre étant tout récemment sorti des presses, nous n'avons pu que le feuilleter. Nous reviendrons à son sujet. Incontestablement l'édition de 1957 est bien plus fournie que celle qui précéda la disparition de ce livre pendant tant d'années; à première vue le texte lui-même est correctement reproduit. Mais ce livre, désastreux pour Staline, n'est pas trop agréable non plus pour les post-staliniens. Car il s'y trouve tant de fois les deux noms associés de Lenine et de Trotsky comme ceux des dirigeants les plus éminents de la Révolution d'Octobre.

Aussi, les post-staliniens ont-ils cru s'en sortir avec quelques notes dans le texte, dont l'une particulièrement mensongère sur la biographie de Trotsky (social-patriote pendant la 1^{re} guerre mondiale!), et surtout avec une post-face de quelques pages qui défigure la théorie de la révolution permanente (laquelle voudrait soi-disant nier la possibilité pour la classe ouvrière de prendre le pouvoir en Russie, si la révolution n'avait pas triomphé en Europe occidentale) et prétend que Trotsky a dirigé le Soviet de Petersbourg dans l'insurrection à son corps défendant. La post-face prétend que Reed n'avait pas vu cela. Mais Lenine qui préfaça chaleureusement ce livre, et Kroupskaïa qui le préfaça en 1926, eux aussi n'auraient pas vu cela! Il fallait que vint Khrouchtchev, le prophète du marxisme beurré, pour faire une telle découverte. (L'édition polonaise — si nos informations sont exactes — ne comporte pas ces à-côtés des disciples de Staline).

Nous invitons tous les communistes, les jeunes plus particulièrement, à lire « Les 10 jours » de John Reed pour connaître l'histoire d'Octobre.

Ce qu'étaient vraiment le Front Populaire Le stoppage des luttes, la dissolution des milices

La récente session du C.C. du P.C.F. a remis en avant l'idée du Front populaire. C'est un mot d'ordre populaire parmi les membres du P.C.F. et dans la classe ouvrière. La direction du P.C.F. en général le tient en veilleuse et lui préfère une formule comme le « compromis à gauche »; mais elle s'est décidée à le remettre en avant en partie parce que nous allons nous trouver devant des élections dans la moitié du pays, et surtout parce qu'elle croit qu'avec lui elle peut mieux exploiter l'émotion suscitée par la manifestation fasciste d'une partie de la police parisienne.

Mais en même temps elle a jugé bon de parler sans fard auprès des bourgeois qu'elle veut attirer dans cette politique. De ce fait, Servin et Thorez ont nettement montré ce qu'est le Front populaire, non pas l'occupation des usines, non pas la marche vers le pouvoir ouvrier, mais exactement le contraire.

..

« La guerre d'Algérie domine toute la situation économique et politique de notre pays », déclare Thorez. C'est très vrai; mais, ceci dit, il ne donne pas la moindre orientation pour des luttes concrètes contre la guerre d'Algérie. En pratique la direction du P.C.F., depuis le 17 octobre de triste mémoire, laisse la parole au Mouvement de la paix qui — sous prétexte de large mouvement — omet le mot d'ordre de l'indépendance.

On nous dira peut-être que l'Algérie crée effectivement la menace réactionnaire, fasciste, et que, dans ces conditions, il faut courir au plus pressé, il faut barrer la route au fascisme pour pouvoir faire ensuite la paix en Algérie.

Cet argument est passablement confus, mais du moins le mot d'ordre du Front populaire a une qualité: il pose le problème gouvernemental. Encore que la chose soit faite sans franchise, dans l'équivoque, comme c'est une habitude de la direction stalinienne, du moins est-ce une différence appréciable par rapport au fait de ne pas avoir posé ce problème dans le passé et d'avoir eu une politique qui visait seulement à faire pression sur le gouvernement tel qu'il existait. Hélas, le progrès extrêmement minime est annulé par tout ce qu'implique ce mot d'ordre.

La direction du P.C.F., par la bouche de Servin, affirme: « La grande bourgeoisie française est en sérieuse difficulté... Bien naïf qui croirait que certains ne sont pas tentés de résoudre ces difficultés, fut-ce provisoirement, par le recours au fascisme. »

Servin s'indigne que ces bourgeois sont guidés par « d'égoïstes intérêts de classe ». Le contraire serait surprenant. Et il s'adresse alors à une partie de la bourgeoisie pour lui dire: mettez les principes démocratiques au-dessus de vos intérêts de classe.

Le dilemme

Qu'il faille lutter contre les bandes réactionnaires, qu'il faille défendre les libertés démocratiques bafouées par le gouvernement lui-même, cela va de soi. Mais dans quelle perspective doit se mener une telle lutte? Ici la direction du P.C.F. déclare:

« Nous disons que le dilemme n'est pas aujourd'hui réaction, fascisme ou démocratie populaire et révolution socialiste, mais réaction, fascisme ou politique démocratique et nationale sur le plan intérieur comme sur le plan extérieur. »

Autrement dit, en raison de l'actuel « rapport des forces en France », il ne s'agit pas de construire la société socialiste, mais de consolider la démocratie bourgeoise chancelante.

Cette question du rapport des forces mérite quelque explication. Servin devrait essayer de dire pourquoi si « la grande bourgeoisie est en sérieuse difficulté », le rapport des forces serait mauvais pour la classe ouvrière. Nous avons appris jadis que « le déficit [de la royauté] était le trésor de la Nation ». Nous pensons que les difficultés du capitalisme français en Algérie, c'est un bienfait pour le prolétariat français, une circonstance qui devrait être exceptionnellement favorable pour la classe ouvrière. La bourgeoisie est guidée par « d'égoïstes intérêts de classe »; pourquoi la classe ouvrière sacrifierait-elle ses propres intérêts de classe à d'hypothétiques intérêts « nationaux » au-dessus des classes?

Mais revenons au dilemme: est-ce celui défini par Servin ou le dilemme: capitalisme ou socialisme?

Dans toutes les phases du capitalisme, on a vu des réactionnaires désireux de réduire ou de supprimer la démocratie, et des démocrates bour-

geois (dont les sentiments démocratiques connaissent d'ailleurs une sensible atténuation quand ils arrivaient au pouvoir). Mais les couches dirigeantes de la société capitaliste, préoccupées de son maintien, ne se tournent pas vers les solutions réactionnaires ou fascistes par caprice ou autre sentiment; au contraire, elles savent que ce ne sont pas des solutions aisées; elles ne se tournent vers elles que lorsque les moyens démocratiques s'avèrent insuffisants pour assurer l'équilibre de la société bourgeoise.

Rien n'est plus probant aujourd'hui que l'incapacité du Parlement bourgeois à remplir les fonctions pour lesquelles il est normalement fait dans la société capitaliste. Il arrive à peine à instaurer un ministère qu'il lui dénie aussitôt la confiance ou bien il ne la vote que pour éviter de s'engager dans une nouvelle crise ministérielle insurmontable. Cette situation ne date pas d'aujourd'hui, même si elle prend à présent une forme particulièrement aigue. Depuis 1934, à plusieurs reprises, la crise de la démocratie parlementaire s'est manifestée violemment.

Certes les gouvernements du type Doumergue ou du type Pétain ont fini par échouer devant les résistances populaires. Mais, à deux reprises importantes, depuis 1934, il y a eu tentative de rénovation de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme bourgeois; ces deux tentatives — le Front populaire de 1936 et le tripartisme de la Libération — ont été faites dans les conditions les plus favorables pour assurer un épanouissement de la démocratie; les deux grands partis ouvriers marchaient la main dans la main et entraînaient l'écrasante majorité des travailleurs. En fin de compte, ces deux tentatives, qu'ont-elles donné?

Le Front populaire s'est misérablement effondré. Le Daladier qui paraissait bras-dessus bras-dessous le 14 juillet 1935 avec Blum et Thorez commençait en 1938 à instaurer un régime qui allait faire le lit de la dictature de Pétain.

On a loupé le coche

Et l'expérience de la Libération? On ne compte plus les militants communistes qui se rendent compte qu'à l'époque on n'a pas utilisé la force des travailleurs pour renverser le régime capitaliste, et que ce dernier — avec l'aide des dirigeants ouvriers, et de Thorez revenu tout pimpant pour devenir ministre d'Etat d'un gouvernement présidé par De Gaulle, — a profité de cette situation aux dépens des masses. Que de communistes pensent: on a loupé le coche!

Faudrait-il donc une troisième expérience pour montrer que dans la période de déclin du capitalisme français, marquée par les assauts héroïques des peuples colonisés, la démocratie bourgeoise rétablie par de puissants mouvements de masse, allant jusqu'à une lutte armée comme ce fut le cas en 1944-45, est absolument inviable? Mais ces expériences se sont faites et ne peuvent se faire que par d'énormes sacrifices des masses, alors qu'il en faudrait certainement moins si ces masses avaient été énergiquement entraînées dans la lutte pour le pouvoir ouvrier.

Ayant affirmé aux ouvriers: nous ne sommes pas assez forts pour aller au socialisme, Thorez et Cie se tournent vers les bourgeois de gauche pour leur dire: nous savons bien que vous avez peur de vous allier à nous, nous sommes plus forts qu'en 1936, et vous voudriez des garanties. Des garanties? Mais tant que vous en voudrez. Et que pouvons-nous mieux vous donner comme témoignage de sincérité que notre passé?

**MEETING DE SOLIDARITÉ
AVEC LES TRAVAILLEURS ESPAGNOLS**
Le Vendredi 18 Avril à 20 h. 30
AUX SOCIÉTÉS SAVANTES

organisé par un Comité composé d'organisations
ouvrières espagnoles et françaises

— Un camarade du P. C. I. (Section française de la
IV^e Internationale) y prendra la parole.